



Comité Technique Local du 20 avril 2017 : Déclaration des élu(e)s CGT.

Nous tenons ce comité technique à la veille d'une élection présidentielle qui risque de porter l'extrême droite au second tour.

Depuis trente ans les politiques menées par des gouvernements successifs ont fait le lit du front national et ont fait prospérer ses idées.

Le chômage de masse, le développement des inégalités, la destruction méthodique des droits des travailleurs et des droits sociaux, la destruction des services publics de proximité.....autant de conséquences des politiques d'austérité qui ont conduit à la désespérance sociale et ont facilité la montée en puissance des idées nauséabondes basées sur le rejet de l'étranger et la logique du bouc-émissaire.

Des idées qui aujourd'hui se retrouvent au sein de partis qui se disent républicains et qui traversent l'ensemble de la société. La fonction publique elle même n'y échappe pas, puisque de récentes enquêtes font état de l'éventualité de voir 25 à 30 % des fonctionnaires glisser un bulletin d'extrême droite dans les urnes.

Des candidats portent par ailleurs dans leurs programmes des politiques destructrices pour les salariés et pour l'état social en général.

Dans des costumes bien apprêtés certains nous président la continuité des vieilles recettes, mais à la puissance dix : la remise en cause du droit du travail par ordonnances, les réductions drastiques de budgets sociaux, la suppression de 130 000 à 500 000 emplois de fonctionnaires et en termes de droits et garanties pour ces mêmes fonctionnaires la remise en cause radicale du statut par l'instauration de la mobilité forcée et le recours aux contrats de droit privé.

Nul doute que ces politiques sauront trouver dans la haute fonction publique des supplétifs loyaux et tout disposés à apporter leur concours à cette œuvre destructrice. Ils ne manquent pas, ceux qui échafaudent déjà des prêts à penser néo libéraux clefs en main, dont la principale, pour ne pas dire la seule matrice sont la réduction des dépenses publiques et la destruction des emplois à statut.

Notre Directeur Général, Bruno Parent, n'est pas en reste et est, à cet égard, dans l'air du temps, s'appliquant méthodiquement à détricoter les droits et garanties des agents et de leurs élus et représentants.

Il affiche ainsi de plus en plus clairement son mépris à leur égard. Il suffit pour s'en convaincre de citer quelques exemples : un Plan de Qualification Ministériel inqualifiable, une remise en cause unilatérale des règles relatives aux conditions de promotion et aux règles d'affectation et de mutation des promus (par concours ou listes d'aptitude) ainsi qu'une remise en cause des droits des élu(e)s du personnel dont il sera question lors de ce CTL au travers du projet de règlement intérieur non amendable qui nous est soumis.

Ces attaques contre les droits des personnels et de leurs représentants se doublent d'une remise en cause constante des missions de service public et notamment du service public de proximité.

Dès lors, comment s'étonner que le défenseur des droits dans son dernier rapport consacré à l'accès des usagers aux services publics révèle que 30 % des usagers indiquent rencontrer de plus en plus de difficultés pour accéder aux services publics et mener leurs démarches administratives du fait notamment des difficultés liées au développement de la e-administration.

A ce titre, la réforme qui nous concerne au premier chef, celle du Prélèvement à la Source, véritable usine à gaz, risque de se convertir en un véritable casse-tête pour les contribuables. Les organisations syndicales CGT Solidaires et FO ont d'ailleurs alerté récemment l'opinion publique sur les dangers de cette réforme et sur les risques importants de véritable accident industriel alors que nos services n'ont cessé de voir leurs moyens humains se réduire (35 000 destructions d'emplois sur les 15 dernières années).

Dans ce contexte, comment s'étonner là aussi que le dernier baromètre social de la DGFIP nous livre une nouvelle fois un florilège d'indicateurs alarmants en termes de stress des personnels, de surcharge de travail,

conduisant à un mauvais climat social au sein de notre administration et à un profond pessimisme des agents quant à leur avenir professionnel.

Nous savons pertinemment que vous n'apporterez aucune réponse à notre déclaration arguant une nouvelle fois que ce sont les élus politiques qui sont les responsables, les fonctionnaires sujets n'étant là que pour appliquer les mesures sans se poser de questions.

Sachez néanmoins que les représentant(e)s du personnel que nous sommes, et en dépit des attaques de M. parent, mettront tout en œuvre pour combattre ces politiques et défendre les droits des agents et des usagers.

Les élu(e)s CGT en CTL :

- *Alain Estrade*
- *José Navarro*
- *Valérie Massip*
- *Didier Vergé*
- *Sibèle Célério*
- *Jean Louis Preuilh*
- *Philippe Peres*